



Rapport financier intermédiaire Troisième trimestre terminé Le 31 mars 2015

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO
OTCQX : HEOFF

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 mars 2014, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers annuels consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 31 mars 2015 à celle du 30 juin 2014. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projet », « devrait », « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 22 septembre 2014. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Devenir le meilleur fournisseur en Amérique du Nord de solutions de traitement d'eau et de technologies de filtration membranaire.

NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrées, et offrir un service à la clientèle exceptionnel afin d'assurer la longévité des relations clients.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. H₂O Innovation compte environ 160 employés et dispose de six places d'affaires en Amérique du Nord.

INFORMATION IMPORTANTE

La totalité des actions, options et bons de souscription d'actions ainsi que les données par action, option et bon de souscription d'actions figurant dans le présent rapport de gestion ont été ajustées, y compris les ajustements proportionnels apportés au prix d'exercice de chacune des options d'achat d'actions et de chacun des bons de souscription d'actions, pour tenir compte du regroupement d'actions de la Société, à raison de cinq pour une, effectué le 1^{er} décembre 2014 et lui donner effet (le regroupement d'actions). Le regroupement d'actions a visé uniformément tous les actionnaires, titulaires d'options sur actions et porteurs de bons de souscription et n'a donc pas eu d'incidence importante sur le pourcentage de participation détenu par les porteurs de titres.

Nous croyons que le prix des actions ordinaires suite à cette consolidation reflètera mieux la maturité réelle de la Société et, combiné à la négociation de nos actions ordinaires sur le marché américain OTCQX, nous donnera accès à un plus grand réseau d'actionnaires institutionnels en modifiant leur perception de la société, qualifiée de « penny stock », à une société en croissance.

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Les mesures « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA ajusté) » et « dette nette » ne sont pas définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés.

La définition du BAIIA ajusté ne tient pas compte du gain de la Société sur la cession d'immobilisations corporelles, et les charges de rémunération à base d'actions. Le lecteur peut donc faire le rapprochement entre le BAIIA ajusté et le bénéfice (perte) net(te). La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) net(te) pour la période	150 490	(216 314)	550 601	(1 186 889)
Charges financières – nettes	159 577	137 693	454 382	440 578
Impôts sur le résultat	57 686	(28 553)	206 135	98 284
Amortissement des immobilisations corporelles	120 254	77 342	273 998	217 088
Amortissement des immobilisations incorporelles	224 645	331 176	639 965	704 701
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(4 644)	-	(5 644)
Charges de rémunération à base d'actions	-	2 422	2 422	10 495
BAIIA ajusté	712 652	299 122	2 127 503	278 613

La définition de la dette nette comprend le découvert bancaire, les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre la dette nette et la dette. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que la dette nette ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la gestion du capital de la Société.

	31 mars, 2015	30 juin, 2014
	\$	\$
Découvert bancaire	224 893	113 383
Emprunts bancaires	4 667 607	3 555 774
Tranche courante de la dette à long terme	436 294	724 996
Dette à long terme	475 337	331 212
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 685 146)	(497 752)
Dette nette	4 118 985	4 227 613

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour les neuf mois terminés le 31 mars 2015, nous avons maintenu des revenus supérieurs à 10 M \$ par trimestre et atteint un niveau record de revenus de 37 M \$, une augmentation de 10 M \$ comparativement aux neuf mois correspondant de l'exercice 2014, représentant une croissance de 37,5 %. Cette croissance soutenue est alimentée par la conversion de notre carnet de commandes en revenus et par la croissance organique de notre ligne de produits de spécialité et services. La répartition de nos activités entre les projets de traitement d'eau et les produits de spécialité et services nous permet de gagner une meilleure visibilité de notre modèle d'affaires et le maintien d'une marge bénéficiaire brute élevée. De plus, nous observons un retour sur les investissements affectés au développement de notre équipe des ventes sous forme de croissance dans toutes nos lignes d'affaires. Nous continuons à renouveler notre carnet de commandes, que nous maintenons à un niveau supérieur à 40 M \$.

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées		Périodes de neuf mois terminées	
	les 31 mars		les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Revenus	12 121 641	9 826 466	37 029 832	26 935 113
Bénéfice brut avant amortissements	3 887 460	2 682 096	10 091 943	7 132 994
Marge bénéficiaire brute avant amortissements	32,1 %	27,3%	27,3 %	26,5%
Charges d'exploitation	281 771	253 535	715 074	654 765
Frais de vente	1 293 880	1 053 254	3 269 523	2 971 165
Frais administratifs	1 347 761	972 410	3 461 590	2 999 523
Frais de recherche et développement – nets	78 344	51 197	167 768	198 648
Bénéfice (perte) net(te)	150 490	(216 314)	550 601	(1 186 889)
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par action	0,007	(0,010) ¹	0,026	(0,073) ¹
BAIIA ajusté	712 652	299 122	2 127 503	278 613

Revenus et bénéfice brut avant amortissements

Les revenus pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 ont atteint 12,1 M \$, soit une hausse de 2,3 M \$ ou 23,4 % comparativement aux revenus de 9,8 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice 2014. Cette hausse substantielle s'explique principalement par les revenus provenant de projets de traitement d'eau, qui ont atteint 5,6 M \$, contre 4,4 M \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 26,1 %. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, la Société a complété la phase de fabrication d'un grand projet industriel et la production de plusieurs nouveaux projets a débutée, déclenchant ainsi la reconnaissance de revenus et la facturation relative aux étapes de livraison. Ce haut niveau de revenus était attendu alors que la Société amorçait l'exercice financier courant avec un carnet de commandes record de 38,3 M \$ au 1^{er} juillet 2014.

¹ Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014

La hausse des revenus provenant des projets de traitement d'eau a été accompagnée par une augmentation du chiffre d'affaires provenant de la vente de produits de spécialité et services qui atteint 6,5 M \$ pour le trimestre contre 5,4 M \$ pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Cette augmentation de 21,1 % est en partie le résultat de l'intégration de Piedmont, depuis son acquisition en décembre 2013. De plus, nous avons renforcé notre présence sur le marché acéricole avec l'ajout de nouveaux distributeurs et l'ajout de produits innovants à notre portefeuille de produits destinés à la production de sirop d'érable. En parallèle, nos efforts pour accroître notre réseau de distributeurs de produits chimiques de spécialité ont également contribué à augmenter les revenus provenant de la vente des produits de spécialité et services. Au cours des 12 derniers mois, les revenus provenant des produits de spécialité et services ont augmenté de 27,6 %, atteignant 19,9 M \$, résultat des efforts soutenus dédiés à la croissance de cette ligne d'affaires et la rétention des clients. Comme ces revenus sont de nature récurrente, et suite à de nombreuses initiatives, nous avons solidifié notre modèle d'affaires.

Au cours de ce troisième trimestre de l'exercice 2015, la Société a généré un bénéfice brut avant amortissements de 32,1 % comparativement à 27,3 % au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, la Société a accepté de mettre fin à un contrat avec un client sous certaines clauses contractuelles acceptées préalablement. Cette résiliation a eu un impact positif sur le bénéfice brut avant amortissements de la Société au cours du trimestre. La composition du chiffre d'affaires de ce trimestre montre que les revenus provenant des produits de spécialité et services représentent toujours une proportion significative des revenus totaux comparativement à la période correspondante de l'exercice financier 2014 (53,6 % lors de l'exercice financier 2015 comparativement à 54,6 % lors de l'année financière 2014), malgré l'augmentation substantielle des revenus. Cette proportion soutenue de la composition des revenus est en partie due à l'acquisition de Piedmont et le résultat d'une croissance organique des autres secteurs d'activités, ce qui permet de stabiliser le bénéfice brut avant amortissements.

La Société a enregistré 16,4 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau au cours du trimestre. Ces nouvelles commandes, combinées aux revenus de projets de traitement d'eau réalisés au cours de ce trimestre, ont fait augmenter le carnet de commandes à 40,4 M \$ au 31 mars 2015, comparativement à 23,5 M \$ au 31 mars 2014. Ce niveau de commandes donne à la Société un bon aperçu du volume de revenus à réaliser pour les prochains trimestres. Au cours des quatre derniers trimestres, la Société a réussi à maintenir le rythme et exécuter son important carnet de commandes, démontrant ainsi qu'elle est capable d'augmenter de façon significative le nombre de projets de traitement d'eau exécutés. Le ratio commandes / revenus de la Société a augmenté à 2,9 ce trimestre, comparativement à un ratio de 2,4 au trimestre correspondant de l'année financière 2014, alors que les revenus provenant de projets de traitement d'eau ont augmenté de manière significative.

À ce jour, le pipeline de ventes demeure riche en opportunités, ce qui devrait permettre à la Société de renouveler son carnet de commandes, afin de soutenir la croissance de son chiffre d'affaires. À l'aide de notre équipe des ventes, nous maintenons une forte activité de soumissions et de développement d'affaires principalement au Canada et aux États-Unis. À cet égard, nous avons étendu notre force de vente aux États-Unis, à l'interne et grâce à notre réseau de représentants, pour mieux couvrir les opportunités de ce marché en expansion. La nature de nos opportunités est diversifiée dans différents marchés et industries. La Société a saisi de nouvelles opportunités de commandes, notamment en raison de la sécheresse qui affecte la Californie et le Texas, et les besoins croissants d'infrastructures aux États-Unis, qui surpassent le ralentissement observé sur le marché de l'énergie au Canada.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des sept derniers trimestres.

	Exercice 2014				Exercice 2015			Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	(T4 2014 & T1 & T2 & T3 2015)	(T4 2013 & T1 & T2 & T3 2014)
Carnet de commandes	12,4 M \$	17,3 M \$	23,5 M \$	38,3 M \$	36,1 M \$	29,6 M \$	40,4 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau (*)	3,4 M \$	9,6 M \$	10,6 M \$	18,2 M \$	5,1 M \$	2,2 M \$	16,4 M \$	41,9 M \$	28 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	5,1 M \$	4,7 M \$	4,4 M \$	3,4 M \$	7,3 M \$	8,7 M \$	5,6 M \$	25 M \$	18,1 M \$
Ratio commandes / revenus	0,7	2,0	2,4	5,4	0,7	0,2	2,9	1,7	1,5
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	3,2 M \$**	4,1 M \$**	5,4 M \$	4,5 M \$	3,9 M \$	5,0 M \$	6,5 M \$	19,9 M \$	15,6 M \$
Revenus totaux	8,3 M \$	8,8 M \$	9,8 M \$	7,9 M \$	11,2 M \$	13,7 M \$	12,1 M \$	44,9 M \$	33,7 M \$

(*) Les commandes de projets de traitement d'eau incluent les variations de taux de change.

(**) N'incluent pas les revenus de Piedmont avant son acquisition le 5 décembre 2013.

Charges d'exploitation

Montrant une augmentation de 28 000 \$, les charges d'exploitation ont totalisé 0,3 M \$ pour ce trimestre et pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à l'intégration de Piedmont, acquis en décembre 2013, laquelle a nécessité l'ajout de nouvelles positions pour solidifier la chaîne d'approvisionnement et assurer le support technique et d'ingénierie des produits Piedmont.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté de 241 000 \$, soit 22,8%, et ont atteint 1,3 M \$ pour ce trimestre comparativement à 1,1 M \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette augmentation est principalement due à l'embauche de vendeurs, aux événements et salons reliés au traitement d'eau et aux commissions versées pour l'atteinte des objectifs de vente pour les produits de spécialité et services.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 375 000 \$, soit 38,6 %, pour ce troisième trimestre de l'exercice 2015, comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2014. La majorité de ces frais sont non récurrents. Les honoraires professionnels et les droits d'inscription ont augmenté à la suite de l'inscription de la Société sur le marché américain OTCQX à la fin du trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2014. De plus, la Société a radié 183 000 \$ de ses débiteurs relativement à la faillite d'un distributeur d'équipement de production de sirop d'érable, suivant des procédures légales engagées au cours des trois dernières années.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 24,1 % pour ce trimestre, en hausse comparativement à 23,2 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est notamment attribuable à des dépenses administratives non récurrentes de 230 862 \$. Sans ces dépenses non récurrentes, le ratio aurait été de 22,2 %, soit inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La direction est convaincue que des investissements ciblés dans les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs sont essentiels à l'atteinte d'un niveau supérieur de revenus. La direction vise à maintenir un ratio de frais de vente et frais administratifs de 20 %, par une gestion étroite des dépenses des frais de ventes et frais administratifs et une augmentation de ses revenus. Ce niveau est presque atteint avec 20,1 % pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2015.

Frais de recherche et développement – nets

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 78 344 \$, ou 0,6 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, la Société n'a pas enregistré de crédits d'impôts des gouvernements fédéral et provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivis au Canada.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 712 652 \$, contre 299 122 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2014. Les revenus plus élevés enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent en dépit de charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés ont également contribué à générer un BAIIA ajusté positif plus élevé.

Autres pertes – nets

Les autres pertes – nets, qui se sont élevées à 173 052 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, contre 50 356 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, sont composées d'une perte de change. La perte de change pour ce trimestre est principalement latente et provient de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs et les passifs financiers de la Société libellés en dollars US. Les principaux comptes de la Société libellés en dollars US comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et une portion de l'emprunt bancaire. La perte de change est amplifiée par une utilisation accrue de l'emprunt bancaire libellé en dollars US, afin de supporter nos activités durant le troisième trimestre de l'exercice financier 2015.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 159 577 \$ pour la période terminée le 31 mars 2015, contre 137 693 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. De ce montant, 33 403 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Par ailleurs, afin de réduire le risque de crédit et surtout d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque. Par conséquent, les primes d'assurance sont comptabilisées à titre de charges financières.

Bénéfice (perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à 150 490 \$ ou 0,007 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, contre (216 314 \$) ou (0,010 \$) par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. Cette amélioration est principalement due à la hausse des revenus et à une amélioration du bénéfice brut avant amortissements de 32,1 %.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2015, 2017, 2020, 2023 et 2024, à verser un montant de 4 850 205 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 679 511 \$ en 2015, 705 139 \$ en 2016, 741 499 \$ en 2017, 554 387 \$ en 2018 et 563 992 \$ en 2019.

Informations sur le capital-actions

Au 31 mars 2015, 20 926 595 actions ordinaires et 300 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société est passé de 7,4 M \$ au 30 juin 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,71) à 8,5 M \$ au 31 mars 2015 (ratio de fonds de roulement de 1,62). Cette augmentation de 1,1 M \$ s'explique par la hausse de 1,2 M \$, 2,5 M \$ et 1,5 M \$ de la trésorerie et équivalents, des débiteurs et de l'excédent de coûts engagés sur la facturation, respectivement, et au remboursement de 0,5 M \$ de la dette à long terme. Le fonds de roulement a été affecté négativement par la baisse de 0,8 M \$ des stocks et par la hausse de 2,3 M \$ et 1,1 M \$ des créditeurs et charges et de l'excédent de facturation sur les coûts engagés respectivement.

La dette nette qui s'élevait à 4,1 M \$ au 31 mars 2015, a baissé de près de 0,1 M \$, comparativement aux 4,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2014. Cette baisse est principalement due au remboursement de la dette à long terme, mais atténué par l'obtention d'une dette à long terme contractée pour supporter la rénovation de nos locaux d'Ham-Nord, plus précisément, nos bureaux, notre boutique érablière et notre salle de montre.

Les capitaux propres s'élevaient à 26,6 M \$ au 31 mars 2015, contre 22,6 M \$ au 30 juin 2014. Au 31 mars 2015, le ratio d'endettement net était de 0,15, contre 0,19 au 30 juin 2014, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 mars 2015	Période terminée le 30 juin 2014
Fonds de roulement	8 518 573 \$	7 427 618 \$
Ratio de fonds de roulement	1,62	1,71
Dette nette ¹	4 118 985 \$	4 227 613 \$
Capitaux propres	26 615 816 \$	22 560 883 \$
Ratio d'endettement net	0,15	0,19

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 31 mars 2015, les débiteurs s'élevaient à 11,4 M \$, contre 8,9 M \$ au 30 juin 2014. La hausse de 2,5 M\$ est principalement attribuable à l'augmentation des comptes clients de clients sous des contrats manufacturiers relatifs à des projets de traitement d'eau exécutés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015.

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 31 mars 2015, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 50 % des débiteurs (0 % au 30 juin, 2014). La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires.

Les stocks ont diminué de 0,8 M \$, passant de 4,7 M \$ au 30 juin 2014 à 3,9 M \$ au 31 mars 2015. Cette diminution s'explique principalement par l'utilisation, dans un contrat client, de plus de la moitié de la valeur d'un système qui avait été comptabilisé à titre de produits finis suite à la résiliation d'un projet en juin 2013. Le système non utilisé a été transféré dans les Immobilisations corporelles – Unités conteneurisées pour la location puisque ces unités ont été louées à un client au cours du trimestre.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 1,5 M \$, passant à 3,6 M \$ au 31 mars 2015 comparativement à 2,1 M \$ au 30 juin 2014, une augmentation due en grande partie à un nombre différent de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés est demeuré stable au 31 mars 2015 comparativement au 31 mars 2014.

Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 2,4 M \$, passant à 6,8 M \$ au 31 mars 2015 comparativement à 4,4 M \$ au 30 juin 2014. Cette hausse s'explique par un plus grand volume d'activités pour les projets de traitement d'eau, lesquels ont atteint, pour certains d'entre eux, la phase de fabrication durant laquelle les équipements sont assemblés et pour laquelle les fournisseurs sont impliqués.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme est expliquée par le remboursement de 0,5 M \$ au cours du trimestre. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital de l'emprunt à d'autres entités, débutant le 1^{er} novembre 2014, d'un montant total de 634 757 \$ au 30 septembre 2014. Cette décision a été prise afin de soutenir nos besoins en fonds de roulement liés à notre important carnet de commandes au 30 septembre 2014. Au cours du trimestre, la Société a contracté un emprunt bancaire garanti par une hypothèque de premier rang sur l'usine localisée à Ham-Nord pour supporter la rénovation de nos bureaux, de notre boutique érablière et notre salle de montre d'Ham-Nord.

Pour le troisième trimestre terminé le 31 mars 2015, les capitaux propres ont augmenté de 4,0 M \$ à 26,6 M \$ (22,6 M \$ au 30 Juin, 2014). Les éléments ayant eu un impact sur les capitaux propres au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015 sont le bénéfice net de 550 601 \$ pour la période terminée le 31 mars 2015 et la dépréciation du dollar canadien a généré une plus-value latente de 3,5 M \$ résultant de la conversion des opérations étrangères, principalement celles des filiales américaines.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2015 et 2014 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2015	Période de trois mois terminée le 31 mars 2014	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2015	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2014
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 392 269	(298 938)	1 253 573	(2 816 771)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(378 076)	(25 297)	(846 319)	(4 053 667)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	246 025	796 786	492 534	7 548 928
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	103 032	59 187	176 096	16 453
Variation nette	1 363 250	531 738	1 075 884	694 943
Trésorerie et équivalents – Début de période	97 003	210 440	384 369	47 235
Trésorerie et équivalents – Fin de période	1 460 253	742 178	1 460 253	742 178

Les activités opérationnelles ont généré 1 392 269 \$ de liquidités pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, contre (298 938 \$) de fonds utilisés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 mars 2014. La hausse est principalement attribuable à la variation du fonds de roulement et à l'amélioration du bénéfice net au troisième trimestre de l'exercice 2015.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, les activités d'investissement ont utilisé (378 076 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à la rénovation des bureaux et du magasin d'équipements d'érablière situés à notre usine d'Ham-Nord, ainsi qu'à l'acquisition d'actifs incorporels, notamment le développement d'un logiciel de dosage pour nos produits chimiques de spécialité et d'un investissement dans un progiciel de gestion intégrée (ERP).

Les activités de financement ont généré 246 025 \$ de liquidités nettes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015 contre 796 786 \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice du 31 mars 2014. La Société a remboursé 5 710 \$ et contracté 194 971 \$ de dette à long terme et augmenté les emprunts bancaires de 214 595 \$. Les intérêts versés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015 s'élèvent à 157 831 \$.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 mars 2015	31 décembre 2014	30 septembre 2014	30 juin 2014	
Revenus	12 121 641	13 689 060	11 219 131	7 896 401	44 926 233
BAlIA ajusté	712 652	605 023	809 827	(201 458)	1 926 044
Bénéfice (perte) net(te)	150 490	117 524	282 587	(269 242)	281 359
BPA de base et dilué	0,007	0,006	0,003	(0,013)	0,003
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 392 269	(549 922)	411 225	330 455	1 584 027

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	31 mars 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	
Revenus	9 826 466	8 797 428	8 311 219	6 768 455	33 703 568
BAlIA	299 122	(90 179)	69 670	(234 355)	44 258
Perte nette	(216 314)	(500 581)	(469 994)	(532 392)	(1 719 281)
BPA de base et dilué	(0,010)	(0,031)	(0,039)	(0,044)	(0,124)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(298 938)	(3 012 316)	494 483	(107 468)	(2 924 239)

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 31 mars 2015:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant les actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 31 mars 2015, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2014.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

a) *Dépréciation d'actifs*

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

b) *Droits ou taxes*

IFRIC 21, *Droits ou taxes* – Cette interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 mars 2015, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 mars 2015, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,2 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2015. De ces lettres de crédit, un montant de 1,1 M \$ est garanti par des certificats de dépôt.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO) et conformément aux directives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières décrites dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Troisième trimestre terminé le
31 mars 2015

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés, inclus au présent rapport, n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H₂O Innovation inc.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (non audités)

	31 mars 2015	30 juin 2014
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 685 146	497 752
Certificats de placement garanti	1 247 829	1 224 846
Débiteurs (note 3)	11 431 998	8 908 408
Stocks (notes 4 et 12 c))	3 878 250	4 705 869
Excédent des coûts engagés sur la facturation	3 591 298	2 067 905
Frais payés d'avance	331 095	452 415
	22 165 616	17 857 195
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 12 c))	3 047 543	1 874 083
Immobilisations incorporelles	7 709 702	6 837 264
Autres actifs	61 144	44 826
Goodwill	4 760 312	4 010 148
Actifs d'impôts différés	3 112 276	2 801 051
	40 856 593	33 424 567
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	224 893	113 383
Emprunts bancaires (note 5)	4 667 607	3 555 774
Créditeurs et charges à payer (note 6)	6 761 846	4 417 197
Provisions (note 7)	82 350	77 391
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	1 451 941	1 491 883
Impôts sur le résultat à payer	15 118	37 475
Loyers différés	6 994	11 478
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	436 294	724 996
	13 647 043	10 429 577
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 8)	475 337	331 212
Loyers différés	118 397	102 895
	14 240 777	10 863 684
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 9)	55 298 945	55 298 945
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 9)	1 876 378	1 873 957
Déficit	(33 049 235)	(33 599 837)
Cumul des autres éléments du résultat global	2 489 728	(1 012 182)
	26 615 816	22 560 883
	40 856 593	33 424 567

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,
Frédéric Dugré

Président et chef de la direction

Philippe Gervais

Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires Nombre ¹	Capital social (note 9)	Réserves		Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2013	12 029 166	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 9)	8 897 429	10 136 805	-	-	-	-	10 136 805
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(690 296)	-	-	-	-	(690 296)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	10 495	-	-	-	10 495
Renversement au déficit des bons de souscription expirés, net de l'impôt exigible	-	-	-	(141 787)	141 787	-	-
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(1 186 889)	-	(1 186 889)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	846 433	846 433
Solde au 31 mars 2014	20 926 595	55 298 945	1 871 535	-	(33 330 595)	(296 549)	23 543 336
Solde au 1^{er} juillet 2014	20 926 595	55 298 945	1 873 957	-	(33 599 837)	(1 012 182)	22 560 883
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	2 422	-	-	-	2 422
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	550 601	-	550 601
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	3 501 910	3 501 910
Solde au 31 mars 2015	20 926 595	55 298 945	1 876 378	-	(33 049 235)	2 489 728	26 615 816

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

¹ Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014 (voir note 2 – base de préparation et note 9 – Capital social).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	12 121 641	9 826 466	37 029 832	26 935 113
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	8 234 181	7 144 370	26 937 889	19 802 119
Bénéfice brut avant amortissements	3 887 460	2 682 096	10 091 943	7 132 994
Charges d'exploitation (note 10 a))	281 771	253 535	715 074	654 765
Frais de vente (note 10 a))	1 293 880	1 053 254	3 269 523	2 971 165
Frais administratifs (note 10 a))	1 347 761	972 410	3 461 590	2 999 523
Frais de recherche et de développement – nets (notes 10 a) et c))	78 344	51 197	167 768	198 648
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	120 254	77 342	273 998	217 088
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	224 645	331 176	639 965	704 701
Autres pertes – nets (note 10 d))	173 052	50 356	352 907	35 131
Frais d'exploitation totaux	3 519 707	2 789 270	8 880 825	7 781 021
Bénéfice (perte) d'exploitation	367 753	(107 174)	1 211 118	(648 027)
Produits financiers	(3 440)	(5 024)	(9 514)	(11 865)
Charges financières	163 017	142 717	463 896	452 443
Charges financières – nettes	159 577	137 693	454 382	440 578
Bénéfice (perte) avant impôts	208 176	(244 867)	756 736	(1 088 605)
Charge d'impôts exigibles	65 154	9 312	241 648	158 221
Économie d'impôts différés	(7 468)	(37 865)	(35 513)	(59 937)
	57 686	(28 553)	206 135	98 284
Bénéfice (perte) net(te) pour la période	150 490	(216 314)	550 601	(1 186 889)
Bénéfice (perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
Bénéfice (perte) net(te) de base et diluée par action (note 11)	0,007	(0,010)	0,026	(0,073)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ² (note 11)	20 926 595	20 926 595	20 926 595	16 270 564

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

² Ajusté pour tenir compte du regroupement d'actions à raison de cinq actions pour une, en date du 1^{er} décembre 2014 (voir note 2 – base de préparation et note 9 – Capital social).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) net(te) pour la période	150 490	(216 314)	550 601	(1 186 889)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	1 827 662	724 671	3 501 910	846 433
Résultat global pour la période	1 978 152	508 357	4 052 511	(340 456)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice (perte) avant impôts pour la période	208 176	(244 867)	756 736	(1 088 605)
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	159 577	137 693	454 382	440 578
Amortissement des immobilisations corporelles	120 254	77 342	273 998	217 088
Amortissement des actifs incorporels	224 645	331 176	639 965	704 701
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	(4 644)	-	(5 644)
Loyers différés	523	2 152	1 219	6 257
Charges de rémunération à base d'actions	-	2 422	2 422	10 495
	713 175	301 274	2 128 722	284 870
Variation des éléments du fonds de roulement (note 12 a))	684 804	(604 002)	(857 876)	(3 110 007)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	1 397 979	(302 728)	1 270 846	(2 825 137)
Intérêts reçus	3 440	5 024	9 514	11 865
Impôts sur le résultat payés	(9 150)	(1 234)	(26 787)	(3 499)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	1 392 269	(298 938)	1 253 573	(2 816 771)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	(1 789)	(897)	(2 951)	30 149
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12 c))	(135 668)	(4 769)	(519 277)	(60 936)
Acquisitions d'actifs incorporels	(232 058)	(6 574)	(315 530)	(46 389)
Variation d'autres éléments d'actif	(8 561)	730	(8 561)	730
Disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	6 798
Regroupement d'entreprise, net de la trésorerie et des équivalents acquis	-	(13 787)	-	(3 984 019)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(378 076)	(25 297)	(846 319)	(4 053 667)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	214 595	1 176 601	1 111 833	140 466
Remboursement de la dette à long terme	(5 710)	(254 669)	(473 977)	(1 513 237)
Dette à long terme contractée	194 971	-	285 171	-
Intérêts payés	(157 831)	(124 828)	(430 493)	(367 656)
Émission d'actions ordinaires (note 9)	-	-	-	9 979 651
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(318)	-	(690 296)
Trésorerie nette générée par les activités de financement	246 025	796 786	492 534	7 548 928
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 260 218	472 551	899 788	678 490
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	103 032	59 187	176 096	16 453
Augmentation de la trésorerie et des équivalents	1 363 250	531 738	1 075 884	694 943
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))	97 003	210 440	384 369	47 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))	1 460 253	742 178	1 460 253	742 178

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. La Société conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialités et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014 et demeurent inchangés pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 mars 2015.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2014. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2014.

Le 13 mai 2015, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

Regroupement d'actions

Le 1^{er} décembre 2014, la Société a effectué le regroupement de ses actions ordinaires émises et en circulation à raison de cinq actions pour une (le « regroupement d'actions »). Le regroupement d'actions a visé uniformément tous les actionnaires, titulaires d'options sur actions et porteurs de bons de souscription et n'a donc pas eu d'incidence importante sur le pourcentage de participation détenu par les porteurs de titres. Tous les renvois dans les présents états financiers consolidés aux actions ordinaires, options et bons de souscription d'actions ont été rétroactivement ajustés pour tenir compte du regroupement d'actions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Normes et interprétations appliquées durant la période

a) Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société mais nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

b) Droits ou taxes

IFRIC 21, *Droits ou taxes* – Cette interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 (1^{er} janvier 2018 pour IFRS 9) et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, une nouvelle norme dont le principe de base est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 exigera la présentation d'informations additionnelles sur les revenus, fournira des indications sur les transactions qui n'étaient pas traitées de façon complète dans les normes antérieures (notamment, les revenus tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les indications visant les accords à composantes multiples.

L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et d'autres interprétations connexes. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et son adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

3. Débiteurs

	Au 31 mars 2015	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Comptes clients	9 643 793	7 682 304
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	921 420	1 198 327
Provision pour créances douteuses	(724 503)	(547 764)
	9 840 710	8 332 867
Crédits d'impôt à recevoir	99 885	194 636
Autres créances	1 491 403	380 905
	11 431 998	8 908 408

Afin de réduire le risque de crédit, la Société assure, depuis août 2014, une partie de ses débiteurs au moyen du programme d'assurance d'Exportation et développement Canada (« EDC »). Ce programme d'assurance permet d'obtenir à certaines conditions, une couverture d'assurance pouvant atteindre un montant équivalent à 90 % des débiteurs. Au 31 mars 2015, le montant de la couverture d'assurance d'EDC représente approximativement 50 % des débiteurs (0 % au 30 juin, 2014).

La Société a ordonné de payer la totalité du produit de l'assurance à la banque, puisque cette couverture d'assurance permet à la Société d'accroître sa capacité d'utilisation de ses emprunts bancaires. Au 31 mars 2015, aucune réclamation n'a été effectuée en vertu de cette couverture d'assurance.

4. Stocks

	Au 31 mars 2015	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Matières premières	1 085 167	971 227
Produits finis	2 793 083	3 734 642
	3 878 250	4 705 869

5. Emprunts bancaires

Au cours du deuxième trimestre, la Société a renégocié ses emprunts bancaires pour un montant autorisé de 2 250 000 \$ et 2 750 000 \$US portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,0 % (3,85 % au 31 mars 2015) et au taux préférentiel US plus 1,0 % (4,75 % au 31 mars 2015). Les créances et les stocks sont affectés à la garantie de ces emprunts bancaires. Ces emprunts étaient renégociables en novembre 2014 et sont garantis en partie par Exportation et Développement Canada (« EDC »).

Clauses restrictives

La Société s'est engagée à respecter sur une base mensuelle les clauses restrictives relatives aux emprunts bancaires susmentionnés. Les facilités de crédit de la Société étaient à renégocier le 30 novembre 2014 et des discussions sont en cours. Au 31 mars 2015, la Société respectait les ratios requis selon ses facilités de crédit et ses arrangements de dettes à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

6. Crédeurs et charges à payer

	Au 31 mars 2015	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Fournisseurs	3 802 077	2 868 518
Autres crédeurs et autres charges à payer	2 959 769	1 548 679
	6 761 846	4 417 197

7. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	123 608
Plus : allocation reçue	62 964
Moins : paiements	(154 261)
Incidence des fluctuations du taux de change	3 443
Solde au 30 juin 2014	77 391
Provisions complémentaires comptabilisées	9 000
Moins : paiements	(16 273)
Incidence des fluctuations du taux de change	12 232
Solde au 31 mars 2015	82 350

8. Dette à long terme

	Au 31 mars 2015	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	-	242 625
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (a)	285 171	-
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (b)(c)	565 344	747 648
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	61 116	65 935
	911 631	1 056 208
Moins : tranche courante de la dette à long terme	436 294	724 996
Dette à long terme	475 337	331 212

(a) Le 20 septembre, 2014, un accord a été conclu pour un emprunt d'un montant pouvant atteindre 460 000 \$, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'usine d'Ham-Nord, portant intérêt au taux de base plus 1,05 % (5,90 % au 31 mars 2015), remboursable en un versement de 4 120 \$ le 23 septembre 2015 et 131 versements mensuels de 3 480 \$, capital seulement, échéant le 23 août 2026.

(b) Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 9) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 142 862 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

(c) Emprunt auprès d'autres entités

Le 28 août 2014, un accord a été conclu, donnant une option de moratoire de six mois sur le remboursement du capital avec une augmentation de 0,25 % du taux d'intérêt applicable. Le 20 octobre 2014, la Société a exercé son option moratoire de six mois, sur le remboursement du capital, et ce, à compter du 1^{er} novembre 2014.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

9. Capital social

Regroupement d'actions

Les 104 632 977 actions ordinaires émises et en circulation immédiatement avant le regroupement d'actions ont été regroupées pour s'établir à 20 926 595 actions ordinaires. Les options d'achat d'actions en circulation de la Société ont été ajustées selon le même ratio, et des ajustements proportionnels ont été apportés au prix d'exercice de chacune des options d'achat d'actions.

La totalité des actions, options et bons de souscription d'actions ainsi que les données par action, option et bons de souscription d'actions présentée ont été ajustées rétroactivement pour tenir compte du regroupement d'actions.

Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 1 940 909 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, des dépenses de 54 200 \$ pour un produit net de 2 080 805 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 142 862 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

Le 5 décembre 2013, la Société a émis, par le biais d'un placement privé et d'un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant, 6 956 520 actions ordinaires moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$, des dépenses de 636 096 \$, pour un produit net de 7 365 704 \$. La Société a utilisé le produit pour compléter l'acquisition de Piedmont et pour supporter son fonds de roulement.

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2015		Exercice terminé le 30 juin 2014	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	347 500	2,66	424 900	2,83
Résiliées	(47 500)	2,71	(77 400)	3,56
En circulation à la fin de la période	300 000	2,65	347 500	2,66

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Matériel	5 699 304	4 683 440	17 986 843	14 286 632
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(243 520)	360 120	(268 379)	(240 170)
Salaires et avantages sociaux	3 429 554	2 710 379	9 273 409	7 695 118
Sous-traitants et honoraires professionnels	570 693	762 762	3 243 364	1 868 465
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	437 142	401 120	1 282 830	1 138 680
Télécommunications et frais de transport	487 767	279 807	1 299 562	850 206
Créances douteuses	183 397	30 000	264 637	79 695
Autres dépenses	671 600	247 138	1 469 578	947 594
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement – nets	11 235 937	9 474 766	34 551 844	26 626 220

b) Amortissements

La Société a choisi de présenter la charge d'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés intermédiaires résumés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement – nets dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	92 722	47 786	189 757	128 012
Charges d'exploitation	542	863	2 027	2 648
Frais de vente	7 903	8 872	24 330	28 542
Frais administratifs	19 087	19 821	57 884	57 886
	120 254	77 342	273 998	217 088

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges (suite)

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	111 256	99 140	310 760	282 446
Frais de vente	100 655	217 753	290 057	380 046
Frais administratifs	12 734	14 283	39 148	42 209
	224 645	331 176	639 965	704 701

Coûts par fonction incluant la charge d'amortissement	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	8 438 159	7 291 296	27 438 406	20 212 577
Charges d'exploitation	282 313	254 398	717 101	657 413
Frais de vente	1 402 438	1 279 879	3 583 910	3 379 753
Frais administratifs	1 379 582	1 006 514	3 558 622	3 099 618
Frais de recherche et développement – nets	78 344	51 197	167 768	198 648

c) Frais de recherche et développement – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	78 344	65 701	167 768	248 826
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	-	(14 504)	-	(50 178)
	78 344	51 197	167 768	198 648

d) Autres (gains) pertes – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Perte de change	198 189	59 819	391 790	62 998
Autres revenus	(25 137)	(4 819)	(38 883)	(22 223)
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(4 644)	-	(5 644)
	173 052	50 356	352 907	35 131

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

11. Bénéfice (perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
Bénéfice (perte) net(te)	150 490 \$	(216 314 \$)	550 601 \$	(1 186 889 \$)
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	20 926 595	20 926 595	20 926 595	16 270 564
Bénéfice (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	0,007 \$	(0,010 \$)	0,026 \$	(0,073 \$)

Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte) net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	300 000	341 500
---------------------------	----------------	---------

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2015 et 2014, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	89 409	1 480 334	(1 889 846)	(930 383)
Stocks	162 436	223 164	287 866	(497 735)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	336 055	(1 664 049)	(1 217 898)	(949 752)
Frais payés d'avance	123 667	(45 286)	132 827	(11 215)
Créditeurs et charges à payer	(684 069)	(34 668)	1 952 315	455 099
Provisions	3 000	(53 269)	(7 273)	(7 005)
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	654 306	(510 228)	(115 867)	(1 169 016)
	664 804	(604 002)	(857 876)	(3 110 007)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

12. Flux de trésorerie (suite)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198 633	385 304	497 752	303 936
Découvert bancaire	(101 630)	(174 864)	(113 383)	(256 701)
	97 003	210 440	384 369	47 235

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 685 146	921 246	1 685 146	921 246
Découvert bancaire	(224 893)	(179 068)	(224 893)	(179 068)
	1 460 253	742 178	1 460 253	742 178

c) Transaction non-monétaire

La principale transaction non-monétaire est le transfert d'unités conteneurisées des Stocks – Produits finis aux Immobilisations corporelles – Unités conteneurisées pour location pour un montant de 846 513 \$ puisque ces unités ont été louées à un client au cours du deuxième trimestre.

13. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	6 493 697	5 364 129	15 403 607	12 693 257
Revenus de contrats de fabrication	5 627 944	4 462 337	21 626 225	14 241 856
	12 121 641	9 826 466	37 029 832	26 935 113

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

13. Information sectorielle (suite)

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	5 142 010	3 555 412	14 469 578	10 181 583
États-Unis	5 043 338	5 138 557	17 689 401	14 277 417
Chine	727 005	257 378	1 876 637	979 739
Suisse	64 686	45 532	82 800	210 674
Émirats arabes	72 334	291 524	98 635	291 524
Australie	16 158	10 178	27 453	51 174
Israël	21 740	114 189	80 874	114 189
Indonésie	123 581	-	208 085	-
Corée du Sud	479 052	71 115	597 031	68 128
Haiti	151 605	-	151 605	-
Tunisie	135 803	72 790	335 510	122 390
Autres	144 329	269 791	1 412 223	638 295
	12 121 641	9 826 466	37 029 832	26 935 113

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 mars 2015	Au 30 juin 2014
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôts différés par secteur géographique		
Canada	2 943 841	1 561 921
États-Unis	12 573 716	11 159 574
	15 517 557	12 721 495

14. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	252 710	236 029	832 566	949 279
Avantages postérieurs à l'emploi	6 620	3 168	15 266	8 666
Paiements fondés sur des actions	-	2 155	2 155	9 961
	259 330	241 352	849 987	967 906

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur ⁽³⁾
Pierre Côté, administrateur ⁽³⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ⁽¹⁾⁽²⁾
Jean-Réal Poirier, administrateur ⁽²⁾⁽³⁾
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾⁽³⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾
Peter K. Dorrins, administrateur

⁽¹⁾ Comité d'audit

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽³⁾ Comité de technologie et projets

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Josée Riverin, V.-P., finances
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives & Secrétaire
Guillaume Claret, V.-P. exécutif ⁽³⁾

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transfert

Société de fiducie CST

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, bureau 340
Québec (Québec) G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec, G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900 109th Ave N, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta, T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario, L7L 6A5